



**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE SCOR SE  
SUR LE PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS SOUMISES  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE  
DU 25 AVRIL 2013**

**(ARTICLE R.225-83, 4° DU CODE DE COMMERCE)**

---

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire :

- en assemblée générale ordinaire annuelle afin, d'une part, vous rendre compte de l'activité de SCOR SE ("**SCOR**" ou la "**Société**") durant l'exercice clos le 31 décembre 2012 et, d'autre part, soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice, l'affectation du résultat de la Société, les conventions réglementées de l'exercice, le renouvellement de mandat de deux administrateurs, la nomination de quatre nouveaux administrateurs et enfin, soumettre à votre approbation l'autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ; et
- en assemblée générale extraordinaire, afin de vous demander de vous prononcer sur certaines autorisations financières et de politique de ressources humaines ainsi que certaines modifications des statuts de la Société.

Le Conseil d'administration a arrêté les termes du présent rapport aux fins de vous présenter les résolutions soumises à votre vote.

Le 20 mars 2013

Le Conseil d'administration

**SCOR SE**  
Société européenne  
au capital de EUR 1 516 681 107,50  
RCS Paris B 562 033 357  
5, Avenue Kléber  
75016 Paris  
France  
[www.scor.com](http://www.scor.com)



**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE SCOR SE  
SUR LE PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS SOUMISES  
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE  
DU 25 AVRIL 2013**

---

Après vous avoir donné lecture des rapports du Conseil d'administration (le "**Conseil**") et des commissaires aux comptes (les "**Commissaires aux Comptes**") de SCOR SE (la "**Société**" ou "**SCOR**"), nous soumettrons successivement à vos suffrages les résolutions suivantes dont nous espérons qu'elles vous agréeront.

**I RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS DE LA  
COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

Dans le cadre de l'assemblée générale annuelle convoquée pour le 25 avril 2013 et statuant à titre ordinaire, nous vous proposons de vous prononcer sur les points suivants :

- Approbation des rapports et comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
- Affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
- Approbation des rapports et comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;
- Approbation des conventions visées au rapport spécial des Commissaires aux comptes en application de l'article L.225-38 du Code de commerce ;
- Renouvellement du mandat de Monsieur Gérard Andreck en qualité d'administrateur de la Société ;
- Renouvellement du mandat de Monsieur Charles Gave en qualité d'administrateur de la Société ;
- Nomination de Monsieur Thierry Derez en qualité d'administrateur de la Société ;
- Nomination de Madame Fields Wicker-Miurin en qualité d'administrateur de la Société ;
- Nomination de Madame Kory Sorenson en qualité d'administrateur de la Société ;
- Nomination de Monsieur Andreas Brandstetter en qualité d'administrateur de la Société ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

## COMPTES 2012

### 1. Approbation des rapports et des comptes 2012 et affectation du résultat (1<sup>ère</sup> à 3<sup>ème</sup> résolutions)

Sur la base (i) du rapport du Président du Conseil sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques, (ii) du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et du rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président du Conseil ainsi que (iii) du rapport de gestion présenté par le Conseil dans le Document de Référence 2012, lesquels ont été mis à votre disposition, conformément aux dispositions légales, préalablement à la tenue de votre Assemblée, il vous est proposé d'approuver les comptes sociaux de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels qu'ils vous sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Il vous est également proposé de constater que le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2012 consiste en un bénéfice de 208 192 213 euros et de décider d'affecter ce résultat comme suit :

---

---

#### Montants distribuables au titre de 2012 :

- Bénéfice de l'exercice :	208 192 213 €
- Report à nouveau au 31.12.12 :	26 623 601 €
- Primes d'apport et primes d'émission au 31.12.12 :	810 730 679 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 045 546 493 €</b>

---

#### Affectation :

- Dividende(*) :	231 055 444 €
- Report à nouveau après affectation :	3 760 370 €
- Primes d'apport et primes d'émission après affectation :	810 730 679 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 045 546 493 €</b>

---

---

(\*) Montant de base compte tenu du nombre d'actions existant au 31 janvier 2013 constaté par le Conseil du 5 mars 2013

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012, il vous est proposé de décider la distribution d'un dividende d'un euro et vingt centimes (1,20 €) par action existante y ayant droit du fait de leur date de jouissance.

Dans la mesure où :

- (i) les périodes d'exercice des plans de souscription d'actions mis en place en 2003, 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008 sont actuellement ouvertes et où des options sont donc susceptibles d'être exercées entre la date du présent rapport et le paiement du dividende,
- (ii) les programmes de Capital Contingent mis en place par votre Société avec UBS le 17 décembre 2010 et le 16 mai 2012, matérialisés par des bons d'émission d'actions émis au profit de cette dernière, peuvent entraîner, pendant la période de couverture, l'émission d'actions nouvelles en cas de survenance d'événements déclencheurs définis contractuellement,

il est impossible de connaître, à ce jour non plus qu'au jour de l'Assemblée, le nombre exact d'actions qui composera le capital social à la date de mise en paiement du dividende.

C'est pourquoi, le montant de base du dividende à distribuer soumis à l'approbation de votre Assemblée est calculé au vu du nombre d'actions composant le capital social de la Société au 31 janvier 2013 tel que constaté par le Conseil du 5 mars 2013, soit 192 546 203 actions ordinaires, et qu'il sera, le cas échéant, ajusté des sommes complémentaires nécessaires au paiement du

dividende par action proposé ci-dessus à chacune des actions nouvelles qui pourraient avoir été émises avant le paiement du dividende suite à l'exercice :

- d'options de souscription d'actions, soit 4 490 227<sup>1</sup> actions ordinaires maximum,
- de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, soit, compte tenu des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société actuellement en circulation (i.e. les bons d'émission d'actions émis en faveur d'UBS en décembre 2010 et en mai 2012), 19 042 848<sup>2</sup> actions ordinaires maximum ;

soit un montant global théorique maximum de dividende au titre de 2012 égal à 259 295 134 €

Le coupon serait détaché le 29 avril 2013 (ex-date) et le dividende serait mis en paiement le 3 mai 2013.

Préalablement à la mise en paiement du dividende, la Société constaterait :

- le nombre d'actions auto-détenues par la Société ; les sommes correspondant aux dividendes attachés à ces actions seraient affectées au compte "*report à nouveau*" ; et
- le nombre d'actions supplémentaires qui auraient été effectivement émises du fait de l'exercice, par leurs bénéficiaires, d'options de souscription ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avant la record date et ayant droit au dividende compte tenu de leur date de jouissance ; les sommes correspondant aux dividendes attachés aux actions ainsi créées seraient prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable.

Pour votre information, depuis le 1er juillet 2012 le montant des prélèvements sociaux sur les distributions de dividendes est porté à 15,5%.

Enfin, il vous est proposé d'approuver les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et les opérations traduites dans ces comptes, telles que présentées dans le rapport du Conseil sur la gestion du groupe SCOR (le "**Groupe**" – tel qu'incorporé au Document de Référence 2012) et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés et qui font ressortir un bénéfice net consolidé part du Groupe de 418 380 810 euros.

## **2. Approbation des conventions visées aux rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes en application des articles L.225-38 et suivants et L.225-42-1 du Code de commerce (4<sup>ème</sup> résolution)**

Il vous est proposé de prendre acte des conclusions du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de commerce et d'approuver les conventions conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et dont il est fait état dans ces rapports.

A cet égard, nous attirons votre attention sur le fait qu'aux termes du règlement intérieur du Conseil, le comité des comptes et de l'audit ainsi que le comité des rémunérations et des nominations du Conseil (le "**Comité des Rémunérations et Nominations**") ont revu avec régularité les termes et conditions des conventions réglementées conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

---

<sup>1</sup> Les options attribuées au titre de plans antérieurs dont la période d'exercice est actuellement ouverte mais dont le prix d'exercice est hors de la monnaie ne sont pas prises en compte, soit 223 819 options non prises en compte.

<sup>2</sup> Nombre maximum théorique d'actions nouvelles à émettre en cas d'exercice de l'intégralité des bons et dans l'hypothèse où le prix d'émission des actions nouvelles serait égal à la valeur nominale (à l'exclusion de toute prime d'émission) compte tenu du cours de l'action SCOR à la date d'exercice des bons.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 3. Renouveau du Conseil d'administration (5<sup>ème</sup> à 10<sup>ème</sup> résolutions)

Les mandats de quatre administrateurs sur les douze siégeant au Conseil d'administration, ainsi que celui du censeur, arriveront à échéance lors de la prochaine Assemblée.

Dans ce cadre, sur proposition du Comité des Rémunérations et des Nominations, le Conseil d'administration poursuit les principes directeurs adoptés en 2011 en vue de renouveler sa composition : tous les administrateurs se sont accordés sur la nécessité de maintenir le Conseil à une taille réduite, de le féminiser davantage, de poursuivre les efforts de rajeunissement et de favoriser une internationalisation accrue et une diversification des compétences tout en maintenant une part prépondérante d'administrateurs indépendants (tels qu'appréciés par le Comité des Rémunérations et des Nominations selon les critères fixés par le Règlement Intérieur du Conseil d'administration à partir des recommandations du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF - soit 11 administrateurs indépendants sur 13 dans la nouvelle configuration qui vous est proposée).

Ces principes ont donc présidé au choix des candidats administrateurs lesquels ont par ailleurs fait, au regard de l'activité de la Société, l'objet d'une évaluation de leurs connaissances, compétences et expériences, de leur mérite et de leur indépendance ; toutes qualités nécessaires à l'exercice de cette fonction.

Par ailleurs, sur proposition du Comité des Rémunérations et des Nominations, le Conseil d'administration a décidé de ne pas proposer le renouvellement du mandat du Censeur.

Dans ce contexte, le Conseil vous propose de procéder aux renouvellements et nominations suivants :

- **Gérard Andreck**

Il vous est proposé de renouveler le mandat de Gérard Andreck en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de 2 années expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

De nationalité française, Gérard Andreck est Président du groupe MACIF depuis juin 2006. Très impliqué dans l'économie sociale, Gérard Andreck a assuré la Présidence du CJDES (Centre des Jeunes Dirigeants de l'Economie Sociale) entre 1991 et 1993. En juin 1997, il devient Directeur Général de la MACIF et seconde Jean Simonnet, alors Président. Homme clé dans la naissance du partenariat noué entre les Caisses d'Epargne, la MACIF et la MAIF en octobre 2004, il a été nommé Président du Directoire de la Holding qui concrétisait ce partenariat en novembre 2005. Le 1er juillet 2008, il est élu Président du Groupement des Entreprises Mutuelles d'Assurances (GEMA) pour un mandat de 3 ans et devient Président du Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'Economie Sociale (CEGES) le 12 mai 2009. En octobre 2010, il est nommé au Conseil Economique et Social et Environnemental (CESE).

Gérard Andreck a été nommé pour la première fois administrateur de la Société en 2008.

- **Charles Gave**

Il vous est proposé de renouveler le mandat de Charles Gave en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de 2 années expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

De nationalité française, Charles Gave mène des recherches sur l'allocation tactique d'actifs depuis plus de 40 ans. Après avoir passé trois ans en qualité d'analyste financier dans une banque d'investissements française, il crée CECOGEST en 1974, une entreprise de recherche indépendante au travers de laquelle il sert pendant 12 ans un large portefeuille de clients dans le monde entier. En 1986, Charles Gave quitte la recherche pure pour la gestion monétaire : il co-fonde Cursitor-Eaton Asset Management où il est responsable de la politique de placement et gère plus de 10 milliards de

dollars d'argent institutionnel sur la base de mandats de gestion mondiaux. En 1995 Cursitor est cédée à Alliance Capital que Charles Gave quittera finalement en 1998 pour créer GaveKal dont il est l'actuel Président. Il est aujourd'hui aux conseils de Marshall-Wace, Grace Financial et de l'Institut Turgot. Il renforce les compétences du Conseil en matière de connaissance des marchés financiers et lui apporte également une expertise accrue sur la zone asiatique du fait de son activité professionnelle aujourd'hui répartie entre l'Europe et Hong Kong.

Charles Gave a été nommé pour la première fois administrateur de la Société en 2011.

- **Thierry Derez**

Il vous est proposé de nommer Thierry Derez en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de 4 années expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

De nationalité française, Thierry DEREZ a été avocat, inscrit au barreau de Paris, avant d'entrer en 1995 dans le groupe d'assurances AM-GMF, d'abord en tant que Directeur Général Adjoint de GMF puis en 2001 en tant que Président et Directeur Général des Assurances Mutuelles de France et de la GMF et à partir de septembre 2003, comme Président Directeur Général du groupe AZUR-GMF.

Il est aujourd'hui Président du Conseil d'Administration d'Assurances Mutuelles de France, de GMF Assurances et Président et Directeur Général de la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires (GMF).

Il est nommé administrateur de MAAF Assurances en novembre 2004, et en devient Président Directeur Général en juin 2005.

Depuis juin 2007, il est Président du Conseil d'Administration de MMA IARD Assurances Mutuelles, MMA IARD, MMA Assurances Mutuelles et MMA Vie.

Depuis 2008, il occupe la fonction de Président Directeur Général de Covéa.

- **Fields Wicker-Miurin**

Il vous est proposé de nommer Fields Wicker-Miurin en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de 2 années expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

De nationalité américaine et britannique, Fields Wicker-Miurin a réalisé ses études en France, à l'Institut d'Études Politiques de Paris, puis aux États-Unis et en Italie. Elle est diplômée de l'Université de Virginia et de la Johns Hopkins University. Fields Wicker-Miurin a commencé sa carrière dans la banque à la Philadelphia National Bank dont elle a ouvert le bureau du Luxembourg puis étendu les activités au Benelux, à l'Italie, à la Grèce et à la Turquie. Elle a ensuite rejoint le Groupe Strategic Planning Associates (Mercer Management Consulting) avant de devenir, en 1994, directeur financier et responsable de la stratégie du London Stock Exchange. En 2002, elle a été un des fondateurs de la société Leaders' Quest dont l'activité est d'organiser des programmes d'échange d'expériences qui permettent à des dirigeants internationaux de tous secteurs de rencontrer des acteurs du monde des affaires et de la société civile des grands pays émergents. Décorée en 2007 de l'Ordre de l'Empire Britannique, Fields Wicker-Miurin a été membre du Nasdaq Technology Advisory Council et d'un panel d'experts sur l'harmonisation des marchés financiers auprès du Parlement européen.

Elle est par ailleurs administrateur de BNP Paribas, CDC Group Plc et Ballarpur International Graphic Paper Holdings.

- **Kory Sorenson**

Il vous est proposé de nommer Kory Sorenson en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de 2 années expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

De nationalité britannique, Kory Sorenson, née aux États-Unis, a fait sa carrière dans la finance, en consacrant ces quinze dernières années exclusivement à la gestion du capital et du risque au sein de compagnies d'assurance et d'institutions bancaires. Plus récemment, elle a proposé des prestations de conseil dans le domaine de l'assurance. Elle a occupé jusqu'à la fin de l'année 2010 le poste de

Managing Director, Head of Insurance Capital Markets chez Barclays Capital à Londres, où son équipe a réalisé des opérations innovantes en gestion du capital telles que le lancement des premières titrisations privées et renouvelables. Elle a par ailleurs réalisé des fusions-acquisitions, ainsi que des opérations sur fonds propres, de capital hybride et de couverture pour d'importantes compagnies d'assurance. Elle dirigeait auparavant l'équipe en charge des marchés financiers spécialisés dans l'assurance au Crédit Suisse ainsi que l'équipe en charge des marchés de la dette des institutions financières chez Lehman Brothers en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas. Elle a débuté sa carrière en banques d'investissements à Morgan Stanley et dans le secteur financier chez Total S.A.

Elle parle couramment français et est titulaire d'un DESS de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, d'un master en économie appliquée de l'université Paris Dauphine, et d'une licence en sciences politiques et en économétrie avec mention bien de l'American University de Washington D.C.

- **Andreas Brandstetter**

Il vous est proposé de nommer Andreas Brandstetter en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de 2 années expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

De nationalité autrichienne, Andreas Brandstetter a été membre de directoire d'UNIQA Versicherungen AG de 2002 à 2011.

Depuis 2011, il est Président du Directoire et Directeur Général d'UNIQA, Directeur Général d'Austria Versicherungsverein Privatstiftung, membre de Directoire de PEIF (Pan European Insurance Forum), Directeur adjoint de la Chambre économique autrichienne, division banque et assurance et membre du Directoire de la Fédération de l'Industrie autrichienne.

Vous pouvez retrouver, conformément aux dispositions légales en la matière, l'ensemble de ces informations ainsi que celles relatives (i) aux autres fonctions et mandats exercés ces 5 dernières années et (ii) aux fonctions exercées et actions détenues dans la Société, par chacun des candidats administrateurs, sur le site internet [www.scor.com](http://www.scor.com) dans la section « Investisseurs / Espace Actionnaires / Assemblée Générale Annuelle ».

Ainsi à l'issue des renouvellements et nominations présentés ci-dessus le Conseil d'administration sera composé ainsi qu'il est dit ci-après :

<i>MEMBRE</i>	<i>FONCTIONS</i>	<i>DUREE DU MANDAT (en années)</i>	<i>INDEPENDANCE<sup>3</sup></i>
<b>Gérard Andreck</b>	Administrateur	2	Oui
<b>Andreas Brandstetter</b>	Administrateur	2	Oui
<b>Thierry Derez</b>	Administrateur	4	Oui
<b>Peter Eckert</b>	Administrateur	4	Oui
<b>Charles Gave</b>	Administrateur	2	Oui
<b>Groupe Malakoff Médéric</b>	Administrateur	6	Oui
<b>Denis Kessler</b>	Administrateur / Président du Conseil et Directeur Général	6	Non
<b>Kevin Knoer</b>	Administrateur	2	Non
<b>Guylaine Saucier</b>	Administrateur	4	Oui
<b>Kory Sorenson</b>	Administrateur	2	Oui
<b>Claude Tendil</b>	Administrateur Référent	6	Oui
<b>Daniel Valot</b>	Administrateur	4	Oui
<b>Filedts Wicker-Miurin</b>	Administrateur	2	Oui

<sup>3</sup> Telle qu'appréciée par le Comité des Rémunérations et des Nominations au vu des critères fixés par le Règlement Intérieur du Conseil à partir des recommandations du Code de gouvernement d'entreprise AFEP-MEDEF.

## **PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS 2013-2014**

### **4. Mise en place d'un programme de rachat d'actions de la Société (11<sup>ème</sup> résolution)**

Il vous est proposé, comme chaque année, d'autoriser le Conseil à acquérir et à céder des actions de la Société, conformément notamment aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, du Règlement de la Commission européenne n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Le nombre maximum d'actions qui pourraient ainsi être rachetées serait fixé à 10 % du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date de ces achats, étant précisé que (i) lorsque les actions seraient rachetées pour favoriser la liquidité de l'action dans les conditions prévues par le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspondrait au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation, et (ii) le nombre d'actions auto-détenues devrait être pris en considération pour que la Société reste en permanence dans la limite d'un nombre d'actions auto-détenues au maximum égal à 10% du nombre d'actions composant son capital social.

Ces interventions pourraient être effectuées à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par les lois et règlements en vigueur et notamment, mais sans limitation, en vue des objectifs suivants :

1) animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;

2) mise en place, mise en œuvre ou couverture de programmes d'options sur actions, d'autres allocations d'actions et, de façon générale, de toute forme d'allocation au profit des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées, notamment couverture de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce, attribution gratuite d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, attribution d'actions de la Société au titre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou attribution ou cession d'actions de la Société dans le cadre de tout plan d'épargne salariale, notamment dans le cadre des dispositions des articles L.3321-1 et suivants et L.3332-1 et suivants du Code du travail ;

3) achat d'actions de la Société pour conservation et remise ultérieure à titre d'échange ou de paiement, en particulier dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe, sans pouvoir excéder la limite prévue par l'article L.225-209, alinéa 6 du Code de commerce dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ; à titre indicatif, cette limite est actuellement fixée à 5% ;

4) en vue d'honorer des obligations liées à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

5) annulation des actions rachetées, dans les limites fixées par la loi dans le cadre d'une réduction de capital décidée ou autorisée par votre Assemblée.

Dans ce contexte, il vous est proposé de décider que ces opérations pourront être effectuées, dans les conditions autorisées par les autorités de marché, par tous moyens, notamment sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris, notamment, par acquisition ou cession de blocs, par utilisation d'instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré ou par la mise en place de stratégies optionnelles et le cas échéant, par tout tiers autorisé à cet effet par la Société.

Il vous est également proposé de :

- décider que ces opérations pourront être réalisées à tout moment, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur la Société dans le respect de la réglementation en vigueur et, de



- fixer le prix maximum d'achat à trente-cinq euros (35€) par action (hors frais d'acquisition) ; à titre indicatif, en application de l'article R. 225-151 du Code de commerce, sur la base de ce prix maximum d'achat et du capital social de la Société au 31 janvier 2013<sup>4</sup> (sans tenir compte du nombre d'actions déjà détenues par la Société), le montant maximal théorique affecté au programme de rachat d'actions s'élèverait ainsi à 673 911 700 €<sup>5</sup> (hors frais d'acquisition).

Cette autorisation serait donnée pour une durée qui prendrait fin lors de la prochaine réunion de votre Assemblée générale annuelle d'approbation des comptes sans toutefois excéder une durée maximum de dix-huit (18) mois à compter de la date de réunion de votre Assemblée, soit jusqu'au 25 octobre 2014, et priverait d'effet à compter de son adoption l'autorisation donnée par votre Assemblée le 3 mai 2012 dans sa huitième résolution, pour sa partie non-utilisée.

---

<sup>4</sup> Tel que constaté par le Conseil du 5 mars 2013.

<sup>5</sup> Sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société au 31 janvier 2013, soit 192 546 203 actions.

## **II RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

Dans le cadre de l'assemblée générale convoquée pour le 25 avril 2013 et statuant à titre extraordinaire, nous vous proposons de vous prononcer sur les résolutions suivantes :

- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, dans le cadre d'une offre au public, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission, en rémunération de titres apportés à la Société dans le cadre de toute offre publique d'échange initiée par celle-ci, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de pouvoir consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou donnant droit à un titre de créance, en rémunération de titres apportés à la Société dans le cadre d'apports en nature limités à 10% de son capital ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription ;
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes assurant la prise ferme des titres de capital de la Société ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions en faveur des membres du personnel salarié et des dirigeants-mandataires sociaux ;
- Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société en faveur des membres du personnel salarié et des dirigeants-mandataires sociaux ;
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par l'émission d'actions réservée aux adhérents de plans d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers ;
- Plafond global des augmentations de capital ;
- Prorogation de la durée de la Société et modification corrélative de l'article 5 des statuts de la Société ;

- Modification des règles d'expiration des mandats des membres du Conseil d'administration et modification corrélative de l'article 10-I des statuts de la Société.

### AUTORISATIONS FINANCIERES :

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en matière d'autorisations financières et d'augmentation de capital, le Conseil vous a rendu compte de la marche des affaires sociales au cours de l'exercice 2012 et depuis le début de l'exercice 2013 dans son rapport de gestion inclus dans le Document de Référence 2012 déposé le 6 mars 2013 auprès de l'Autorité des marchés financiers et publié et mis à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur notamment sur le site Internet de la Société [www.scor.com](http://www.scor.com).

L'ensemble des autorisations financières qui vous sont soumises telles que décrites ci-après a pour objet de doter la Société d'une certaine flexibilité et (via la suppression, le cas échéant, du droit préférentiel de souscription des actionnaires) d'une faculté et d'une rapidité accrues de réaction aux opportunités de marché, en permettant au Conseil de choisir, notamment au regard des conditions de marché, les moyens les plus adaptés au financement, à la protection et au développement du Groupe notamment dans le cadre de la mise en œuvre de son plan stratégique "*Strong Momentum V1.1*".

La mise en œuvre de l'une ou l'autre desdites autorisations serait, le cas échéant, décidée par le Conseil qui établirait alors un rapport complémentaire à votre attention décrivant les conditions définitives de l'opération établies conformément à l'autorisation qui lui a été accordée. Dans l'hypothèse où, conformément à la possibilité qui lui en est offerte, le Conseil subdélèguerait au Directeur Général les pouvoirs et la compétence ainsi reçus dans les conditions légales et réglementaires applicables, ce rapport serait établi par le Directeur Général.

En tout état de cause et en outre, vos Commissaires aux Comptes établiraient, dans les mêmes cas, des rapports complémentaires à votre attention.

Cette année, le Conseil propose à votre Assemblée de reconduire les résolutions approuvées en 2012 en procédant cependant (i) à une limitation du plafond des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription à 10% du capital contre 15% en 2012 ainsi qu'à (ii) une réintroduction de la résolution approuvée en 2011 visant à permettre à la Société de mettre en place un nouveau programme de couverture financière contre les catastrophes naturelles et non-naturelles sous forme de capital contingent matérialisé par une ligne d'émission d'actions garantie.

#### **1. Délégation de compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices, réserves ou primes (13<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, de déléguer au Conseil sa compétence à l'effet de décider une ou plusieurs augmentations de capital par voie d'incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices ou primes dont la capitalisation serait légalement et statutairement possible. A titre indicatif, à la date de tenue de la réunion de votre Assemblée, toutes les réserves sont susceptibles d'être capitalisées (à l'exception de la réserve spéciale de participation) sous réserve que l'ensemble des charges aient été comptabilisées.

La ou les augmentations de capital pourraient être effectuées sous forme d'attribution d'actions ordinaires gratuites ou d'élévation du nominal des actions existantes.

Le montant nominal de la ou des augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes réalisées par le Conseil en vertu de cette délégation ne pourrait être supérieur à un montant nominal maximum de deux-cent millions d'euros (200 000 000 €).

La ou les augmentations de capital réalisées en application de la présente délégation viendraient s'imputer sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt-cinquième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée, étant toutefois rappelé que ce type d'augmentation de capital n'a, par nature, pas d'effet dilutif pour les actionnaires existants.

Cette délégation de compétence serait consentie au Conseil pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 juin 2015. Elle priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution toute délégation antérieure ayant le même objet. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa dixième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

## **2. Délégation de compétence à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (14<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, de déléguer au Conseil sa compétence à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires de la Société d'une valeur nominale de 7,8769723 € chacune (les "**Actions Ordinaires**") et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (les "**Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital**") ou donnant droit à un titre de créance sur la Société (ensemble, avec les Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital, les "**Valeurs Mobilières**"), avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Les actionnaires auraient la possibilité d'exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux Actions Ordinaires et/ou aux Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital dont l'émission serait décidée par le Conseil en vertu de cette délégation. En outre, le Conseil pourrait instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux Actions Ordinaires et/ou Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital ainsi émises qui s'exercerait proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leur demande. A l'expiration de la période de souscription, si les souscriptions n'avaient pas absorbé la totalité d'une émission, le Conseil serait libre d'utiliser, dans l'ordre qu'il déterminerait, tout ou partie des mesures prévues par les dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce. A titre indicatif, à la date de réunion de votre Assemblée, ces mesures sont les suivantes : (i) limitation du montant des souscriptions ; (ii) libre répartition totale ou partielle des titres non-souscrits ; (iii) offre au public de tout ou partie des titres non-souscrits.

La ou les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées par le Conseil en vertu de cette délégation de compétence ne pourraient donner lieu à l'émission d'un nombre d'Actions Ordinaires supérieur à soixante-seize millions cent soixante et onze mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (76 171 399), soit un montant nominal maximum d'augmentation de capital de cinq cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix-huit centimes (599 999 999,98 €).

En outre, le montant nominal maximum des Valeurs Mobilières représentatives de titres de créances émises en vertu de cette délégation de compétence ne pourrait être supérieur à sept cents millions d'euros (700 000 000 €) ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant ne comprend pas les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu.

La ou les émissions réalisées en application de la présente délégation s'imputeraient sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt-cinquième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée.

Il est précisé, en tant que de besoin, que cette délégation n'affecterait en aucune façon la capacité du Conseil à décider de l'émission de titres de créance simples subordonnés ou non (tels que, notamment, des titres super-subordonnés à durée indéterminée – « TSSDI » - ou tout autre type d'obligations non-composées), y compris pour des montants supérieurs au plafond d'émission visé ci-dessus.

Le prix de souscription des Actions Ordinaires émises en vertu de cette délégation de compétence serait arrêté par le Conseil (ou le Directeur Général en cas de subdélégation) et communiqué aux actionnaires dans le rapport complémentaire établi lors de la ou des mises en œuvre de la délégation.

Cette délégation de compétence serait consentie au Conseil pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 juin 2015. Elle priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution, pour sa partie non-utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa onzième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

### **3. Délégation de compétence à l'effet de décider l'émission, dans le cadre d'une offre au public, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (15<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, de déléguer au Conseil sa compétence à l'effet de décider l'émission, dans le cadre d'une offre au public, d'Actions Ordinaires et/ou de Valeurs Mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

En tout état de cause, le Conseil conférerait aux actionnaires un droit prioritaire de souscription proportionnel au nombre de leurs actions, exerçable pendant un délai d'une durée minimum de cinq (5) jours de bourse. Le Conseil pourrait en outre décider d'assortir ce droit prioritaire de souscription d'une faculté de souscription à titre réductible, permettant aux actionnaires existants de souscrire les titres qui n'auraient pas été souscrits par les autres actionnaires. A l'expiration de la période de priorité, si les souscriptions n'avaient pas absorbé la totalité d'une émission, le Conseil serait libre d'utiliser, dans l'ordre qu'il déterminerait, tout ou partie des mesures prévues par les dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce. A titre indicatif, à la date de réunion de votre Assemblée, ces mesures sont les suivantes : (i) limitation du montant des souscriptions ; (ii) libre répartition totale ou partielle des titres non-souscrits ; (iii) offre au public de tout ou partie des titres non-souscrits.

La ou les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées par le Conseil en vertu de cette délégation de compétence ne pourraient donner lieu à l'émission d'un nombre d'Actions Ordinaires supérieur à dix-neuf millions deux cent cinquante-quatre mille six cent vingt (19 254 620), soit un montant nominal total (hors prime d'émission) de cent cinquante-et-un millions six cent soixante-huit mille cent huit euros et trente-neuf centimes (151 668 108,39 €).

En outre, le montant nominal maximum des Valeurs Mobilières représentatives de titres de créances émises en vertu de cette délégation de compétence ne pourrait être supérieur à cinq cents millions d'euros (500 000 000 €) ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant ne comprend pas les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu.

La ou les émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputeraient sur les plafonds fixés dans la quatorzième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée.

Il est précisé, en tant que de besoin, que cette délégation n'affecte en aucune façon la capacité du Conseil à décider de l'émission de titres de créance simples subordonnés ou non (tels que, notamment, des TSSDI ou tout autre type d'obligations non-composées), y compris pour des montants supérieurs au plafond d'émission visé ci-dessus.

Le prix d'émission des Actions Ordinaires émises ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation serait arrêté par le Conseil conformément aux dispositions légales et devrait être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5%. Ce prix d'émission serait communiqué aux actionnaires dans le rapport complémentaire établi lors de la ou des mises en œuvre de la présente délégation.

Cette délégation de compétence serait consentie au Conseil pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 juin 2015. Elle priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution, pour sa partie non-utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa douzième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

**4. Délégation de compétence à l'effet de décider l'émission, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (16<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, de déléguer au Conseil sa compétence à l'effet de décider l'émission, dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, d'Actions Ordinaires et/ou de Valeurs Mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier est une "*offre qui s'adresse exclusivement aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers ou à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre*".

La ou les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées par le Conseil en vertu de cette délégation de compétence ne pourraient donner lieu à l'émission d'un nombre d'Actions Ordinaires représentant, en valeur nominale totale, plus de 10% du montant du capital social de la Société à la date d'émission.

En outre, le montant nominal maximum des Valeurs Mobilières représentatives de titres de créances émises en vertu de cette délégation de compétence ne pourrait être supérieur à cinq cents millions d'euros (500 000 000 €) ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant ne comprend pas les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu.

La ou les émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'imputeraient sur les plafonds fixés dans la quinzisième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée.

Il est précisé, en tant que de besoin, que cette délégation n'affecte en aucune façon la capacité du Conseil à décider de l'émission de titres de créance simples subordonnés ou non (tels que, notamment, des TSSDI ou tout autre type d'obligations non-composées), y compris pour des montants supérieurs au plafond d'émission visé ci-dessous.

Le prix d'émission des Actions Ordinaires émises ou auxquelles sont susceptibles de donner droit les Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital émises en vertu de la présente délégation serait arrêté par le Conseil conformément aux dispositions légales et devrait être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) séances de bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5%. Ce prix d'émission serait communiqué aux actionnaires dans le rapport complémentaire établi lors de la ou des mises en œuvre de la délégation.

Cette délégation de compétence serait consentie au Conseil pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 juin 2015. Elle priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution toute délégation antérieure ayant le même objet. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa treizième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

**5. Délégation de compétence à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières en rémunération de titres apportés à la Société dans le cadre de toute offre publique d'échange initiée par celle-ci (17<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, de déléguer au Conseil sa compétence à l'effet d'émettre des Actions Ordinaires et/ou des Valeurs Mobilières en rémunération des titres apportés à toute offre publique comportant un échange dans les conditions fixées par l'article L.225-148 du Code de commerce (ou toute autre opération ayant le même effet, notamment un *reverse merger* ou un *scheme of arrangement* de type anglo-saxon).

La ou les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées par le Conseil dans le cadre de toute offre publique d'échange (ou toute autre opération ayant le même effet) initiée par la Société en vertu de cette délégation ne pourraient donner lieu à l'émission d'un nombre d'Actions Ordinaires supérieur à dix-neuf millions deux cent cinquante-quatre mille six cent vingt (19 254 620), soit un montant nominal total (hors prime d'émission) de cent cinquante-et-un millions six cent soixante-huit mille cent huit euros et trente-neuf centimes (151 668 108,39 €).

En outre, le montant nominal maximum des Valeurs Mobilières représentatives de titres de créances émises en vertu de cette délégation de compétence ne pourrait être supérieur à cinq cents millions d'euros (500 000 000 €) ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, étant précisé que ce montant ne comprend pas les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu.

Les émissions d'Actions Ordinaires et/ou de Valeurs Mobilières réalisées en vertu de la présente délégation s'imputeraient sur les plafonds fixés dans la quinzième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée et emporteraient, au profit des titulaires de ces titres, renonciation par les actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription.

Le prix d'émission des Actions Ordinaires et/ou des Valeurs Mobilières émises en vertu de cette délégation serait fixé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Cette délégation serait consentie au Conseil pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 juin 2015, et priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution toute délégation antérieure ayant le même objet. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa quatorzième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

#### **6. Délégation de pouvoir à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières en rémunération de titres apportés à la Société dans le cadre d'apports en nature limités à 10% de son capital avec suppression du droit préférentiel de souscription (18<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, de déléguer au Conseil les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, dans la limite de 10% du capital social de la Société, à l'émission d'Actions Ordinaires et/ou de Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital, en rémunération d'apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables.

Les émissions d'Actions Ordinaires et/ou de Valeurs Mobilières réalisées en vertu de la présente délégation s'imputeraient sur les plafonds fixés dans la quinzième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée et emporteraient, au profit des titulaires de ces titres, renonciation par les actionnaires de la Société à leur droit préférentiel de souscription.

Le prix d'émission des Actions Ordinaires et/ou des Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital émises en vertu de cette délégation serait fixé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Cette délégation serait consentie au Conseil d'Administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 juin 2015, et priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution toute délégation antérieure ayant le même objet. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, la délégation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa quinzième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

**7. Autorisation d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (19<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, d'autoriser le Conseil, en cas d'augmentation du capital de la Société avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, à augmenter le nombre de titres à émettre, dans les délais et limites prévus par la loi et la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale) et sous réserve du respect du plafond spécifique prévu par la résolution sur le fondement de laquelle l'émission initiale aura été décidée et du plafond global fixé dans la vingt-cinquième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée, notamment en vue d'octroyer une option de sur-allocation conformément aux pratiques de marché.

Nous attirons votre attention sur le fait qu'en aucun cas une telle autorisation ne saurait avoir pour effet d'augmenter ou de permettre de dépasser les plafonds spécifiques applicables ni le plafond global des autorisations qui seront fixés par votre Assemblée.

Cette autorisation serait consentie au Conseil pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 juin 2015. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa seizième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

**8. Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes assurant la prise ferme des titres de capital de la Société (20<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, de déléguer sa compétence au Conseil d'administration pour décider d'émettre, en une ou plusieurs fois, des Valeurs Mobilières donnant Accès au Capital et revêtant les caractéristiques de bons (ci-après dénommés "**Bons**") qui feraient (dans des conditions à définir contractuellement) notamment obligation (i) à leurs titulaires de les exercer et de souscrire des Actions Ordinaires nouvelles, si la Société devait, en sa qualité d'assureur ou de réassureur, faire face à un besoin de couverture des conséquences d'événements de type catastrophe naturelle ou non-naturelle susceptibles d'avoir un impact significatif sur la rentabilité ou la solvabilité du Groupe, tels que décrits ci-dessous et (ii) à la Société de notifier à leurs titulaires la survenance d'un tel événement déclencheur en vue d'effectuer un tirage sur cette ou ces lignes d'émission contingente d'actions lui permettant de disposer de manière automatique de capital additionnel.

Ainsi qu'annoncé dans le plan stratégique *Strong Momentum* publié par la Société en septembre 2010, il s'agirait de donner à votre Société les moyens de mettre en place un ou plusieurs programmes de couverture financière similaire à ceux qui ont été mis en place en 2010 et en 2012, prenant la forme de contrat(s) pluriannuel(s) avec un ou plusieurs intermédiaires financiers de premier plan. Ce(s) programme(s) garantirai(en)t votre Société contre les dommages dus à certains événements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa solvabilité ou sa rentabilité. Ce mécanisme procurerait à la Société une couverture additionnelle d'un maximum de deux-cents millions d'euros (200 000 000 €) en fonds propres, ainsi qu'une diversification supplémentaire de ses protections. Ils permettraient à la Société de bénéficier d'une ou plusieurs augmentations automatiques de son capital en cas de survenance de certains événements incluant principalement des événements de type catastrophe d'origine naturelle mais également des événements de type catastrophe d'origine non-naturelle tels que décrits ci-après.

Cette solution innovante de capital contingent permettrait à nouveau à SCOR d'accroître la diversification de ses moyens de protection et de ses contreparties conformément aux objectifs annoncés dans le plan stratégique *Strong Momentum*, offrirait une alternative compétitive en terme de coûts aux rétrocessions traditionnelles et aux émissions de titres financiers liés à la réassurance (« *insurance linked securities* ») et améliorerait la stratégie de protection du capital mise en place par



le Groupe. Il est rappelé que les agences de notation ont émis des évaluations quantitative et qualitative favorables sur les programmes mis en place en 2010 et en 2012. En tout état de cause, la mise en place de tout nouveau programme dans le cadre de la présente autorisation serait soumis à l'appréciation préalable favorable des agences de notation.

Le nombre total maximal d'Actions Ordinaires nouvelles qui pourrait résulter de l'exercice des Bons s'élèverait à 25 390 466 et le montant nominal total des augmentations de capital correspondant s'imputerait sur le plafond fixé dans la vingt-cinquième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée.

En l'absence de survenance d'Évènement Déclencheur (tel que défini ci-après), aucune action SCOR ne serait émise dans le cadre de ce(s) programme(s).

Les Bons seraient intégralement souscrits par un ou plusieurs bénéficiaires choisis par le Conseil d'administration dans la catégorie de personnes répondant aux caractéristiques suivantes : établissements de crédit disposant d'un agrément pour fournir le service d'investissement mentionné au 6-1 de l'article L.321-1 du Code monétaire et financier et qui accepteraient d'exercer l'activité de prise ferme sur les titres de capital de la Société, étant précisé qu'il pourrait, le cas échéant, s'agir d'un prestataire unique et qu'il(s) n'aurai(en)t pas nécessairement vocation à rester au capital de la Société et pourrai(en)t le cas échéant revendre les Actions Ordinaires nouvelles ainsi souscrites par voie de placements privés et/ou de cessions sur le marché.

Le prix unitaire de souscription des Bons reflèterait l'absence totale de droit du ou des porteurs d'exercer les bons de sa propre initiative. Il serait de zéro virgule zéro zéro un euro (0,001 €).

Le financement serait mobilisable sous forme de tirages dans la limite de montants unitaires ne pouvant excéder cent millions d'euros (100 000 000 €), prime d'émission incluse, se déclenchant uniquement mais automatiquement si une entité du Groupe devait faire face, en sa qualité d'assureur ou de réassureur, à un besoin de couverture des conséquences d'évènements catastrophiques d'origine naturelle ou non-naturelle de nature à avoir un impact significatif sur la rentabilité ou la solvabilité du Groupe (un « **Évènement Déclencheur** »), pouvant, notamment, sans limitation, inclure un ou plusieurs des événements suivants dès lors qu'ils surviennent durant la période de validité des Bons (soit quatre (4) ans maximum) :

- toute « Tempête », notamment orage, cyclone, ouragan, typhon, tornade, blizzard, tempête de glace, tempête de vent, tempête de pluie, coup de vent ;
- tout « Tremblement de Terre » à savoir toute vibration ou secousse intervenant à la surface de la terre (y compris les fonds marins) et résultant d'un déplacement soudain de la plaque terrestre, de la rupture d'une faille ou d'un segment de faille (séismes tectoniques) et/ou de l'intrusion ou du dégazage d'un magma (séismes volcaniques) et/ou d'une explosion naturelle et/ou de l'effondrement naturel d'une cavité (séismes d'origine naturelle) ;
- toute « Inondation » à savoir toute couverture temporaire de la terre par les eaux résultant d'une sortie des surfaces d'eau de leurs limites habituelles ou de fortes précipitations, en ce compris les eaux pluviales ou tout débordement de rivière ou crue subite ;
- tout « Incendie » à savoir tout feu de *bush*, feu de forêt, ou feu de foudre d'ampleur exceptionnelle ;
- tout autre évènement de type catastrophe d'origine non-naturelle tel que, notamment, la guerre, les actes de terrorisme, une pandémie majeure (i.e. incidence ou propagation supérieure à la moyenne d'une ou plusieurs maladie(s) infectieuse(s)) etc... ; ou encore
- toute déviation significative des tendances biométriques projetées (mortalité, morbidité, invalidité ou longévité) ;

dans une zone couverte pour l'Évènement Déclencheur en cause.

Par ailleurs, il pourrait être prévu comme en 2010 et 2012, qu'en cas de passage du cours des Actions Ordinaires sur Euronext Paris en-dessous d'un seuil à définir contractuellement, un tirage automatique d'un montant unitaire ne pouvant excéder cent millions euros (100 000 000 €), prime d'émission incluse, serait disponible afin d'offrir une couverture notamment en cas de survenance d'un Evènement Déclencheur.

En cas de survenance d'un tel événement, les Bons seraient (dans des conditions à définir contractuellement) obligatoirement exercés par le ou les porteurs qui souscriraient donc à des Actions Ordinaires nouvelles dont le prix unitaire serait déterminé en fonction des cours moyens pondérés par les volumes des Actions Ordinaires constatés sur Euronext Paris pendant la période de trois (3) jours de bourse précédant immédiatement l'exercice des Bons, auxquels serait appliquée une décote dont le montant maximum ne pourrait excéder 10%, étant précisé qu'un tel niveau de décote ne s'appliquerait pas nécessairement à l'ensemble des cas de tirage automatique. Une telle décote se justifie en raison de l'automatisme des tirages et de la garantie qu'une telle automatisme offre, pour la Société, de disposer du produit de l'émission correspondante en cas de besoin de couverture.

Il est précisé qu'en tout état de cause, à compter de la notification de la survenance d'un événement déclencheur par la Société au(x) titulaire(s) des Bons et jusqu'à l'exercice des Bons, il serait interdit au(x)dit(s) porteur(s) de conclure des opérations de couverture sur les actions SCOR, à l'exception des opérations usuelles conclues de manière indépendante dans le cadre des activités bancaires et de courtage de(s)dit(s) porteur(s).

Cette autorisation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 octobre 2014.

#### **9. Autorisation de réduction du capital social par annulation des actions auto-détenues (21<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, d'autoriser le Conseil à réduire le capital social par annulation d'actions acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce.

Le nombre maximum d'actions qui pourraient être annulées par la Société en vertu de cette autorisation serait de 10 % des actions composant le capital de la Société par période de vingt-quatre (24) mois.

Cette autorisation serait consentie au Conseil pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 octobre 2014, et priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution, pour sa partie non-utilisée, l'autorisation donnée par votre Assemblée lors de sa réunion du 3 mai 2012 dans sa dix-septième résolution. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa dix-septième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

### **POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES**

La politique de ressources humaines du groupe SCOR repose sur les valeurs d'entreprise du Groupe.

Ces valeurs reflètent l'engagement du Groupe à l'égard de ses principales parties prenantes, à savoir ses actionnaires, ses clients, ses salariés et la société dans son ensemble.

Elles comprennent :

- la rentabilité, liée à la transparence, à la cohérence, à la responsabilité et à la crédibilité ;
- l'expertise, liée à la qualité, à la confiance, à l'innovation, à l'engagement et à l'intégrité ;

- l'excellence opérationnelle, liée à la concurrence loyale, à la mobilité, au leadership et à la capacité à anticiper ;
- la responsabilisation, c'est-à-dire l'égalité des chances, la diversité, le respect, la loyauté, la formation professionnelle, le partenariat et l'esprit d'équipe ;
- la durabilité, c'est-à-dire l'implication, la responsabilité, le développement équitable, les progrès scientifiques et l'ouverture.

La politique de ressources humaines de SCOR, qui a pour principal objectif de soutenir la mise en œuvre du plan stratégique triennal « *Strong Momentum V1.1* » est particulièrement importante compte tenu de la place essentielle que tient le capital humain dans le modèle d'activité de SCOR. En effet :

- les dépenses en frais de personnel des compagnies de réassurance s'avèrent généralement relativement faibles par rapport au volume des primes, mais l'apport du personnel ne peut être remplacé par le capital financier ou matériel : c'est la raison pour laquelle la gestion du capital humain (et la politique de rémunération) se révèle cruciale ; le Groupe réalise plus de 9,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires avec seulement 2 284 collaborateurs ;
- le caractère cyclique de notre activité entraîne un décalage assez important entre la prise d'une décision (tarification des risques, par exemple) et ses conséquences financières réelles (bénéfices ou pertes) : la portée d'une décision est très difficile à évaluer, en particulier à court terme ; les instruments de rémunération à base d'actions permettent d'aligner les intérêts de nos équipes avec celles de nos actionnaires ;
- la plupart des opérations de réassurance nécessitent des compétences dans plusieurs disciplines, notamment juridiques, techniques, sociales, économiques ou autres, et SCOR est constitué d'un ensemble de spécialistes des domaines de la tarification des risques, de la finance, des investissements, de la gestion du risque, de l'informatique, de l'actuariat, des contrôles, etc. Le travail en équipe (le développement du mode projet impliquant la synergie des compétences) et les contrôles réciproques sont indispensables. La gestion du risque prend une place essentielle ; tous les collaborateurs se voient ainsi affecter chaque année un objectif spécifique sur la bonne gestion du risque dans leurs activités quotidiennes. Les équipes de SCOR sont composées, dans une proportion plus importante que la moyenne des institutions financières, de spécialistes et d'experts de haut niveau, dont la présence et la fidélisation nécessitent la mise en place de programmes d'incitation, notamment par le biais de plans spécifiques d'actions de performance et de *stock-options* ;
- le marché de l'emploi ouvert à ces spécialistes est relativement étroit et réparti sur quelques sites dans le monde.

Il résulte de ce qui précède que, proportionnellement aux effectifs, la taille des autorisations nécessaires, en matière de politique de rémunération, est supérieure à celle de la moyenne des institutions financières ; toutefois, il convient de souligner que la taille de ces autorisations est, proportionnellement au capital de SCOR, en ligne avec la taille des autorisations en vigueur dans la moyenne de ces institutions.

Plus précisément, en termes de politique de rémunération :

- SCOR a une vision globale et mondiale de la rémunération. Pour tous les salariés du Groupe, les éléments de rémunération comportent plusieurs dimensions : une part fixe et une part variable, une part versée immédiatement et une part différée, une part individuelle et une part collective. Ces éléments comprennent le salaire de base, les bonus annuels, et, le cas échéant, les actions et les options ainsi qu'éventuellement certains *benefits*.
- la politique de rémunération du Groupe privilégie les actions de performance et *stock-options* par rapport à la rémunération variable en numéraire car elles permettent un meilleur alignement entre les intérêts des collaborateurs et ceux des actionnaires. La quote-part de charge des bonus et

celle des actions de performance et *stock-options* reste relativement faibles en pourcentage de la masse salariale totale.

- les instruments de rémunération à base d'actions de performance et de *stock-options* sont donc clés pour l'exercice du métier et les résolutions permettant de les mettre en œuvre obéissent aux règles suivantes :
  - le volume des attributions d'actions de performance et de *stock-options* à autoriser est toujours déterminé en tenant compte de la spécificité de la politique de ressources humaines décrite ci-dessus et de la flexibilité nécessaire à la réalisation d'une opération de croissance externe. Ce principe s'est ainsi avéré particulièrement utile au cours de l'année 2011, notamment dans le cadre de l'acquisition de Transamerica Re. Par ailleurs, ces outils de rémunération permettent de contenir, en fidélisant les équipes, le *turnover* dans le Groupe lequel s'est établi à 7,9% en 2012 (i.e. en diminution par rapport à 2011) ;
  - les conditions de performance doivent être suffisamment exigeantes pour récompenser la performance du *management* sans pour autant inciter à une prise de risque excessive ;
  - la durée d'acquisition des droits a été fixée à 2 ans pour les plans ordinaires assortie d'une période d'indisponibilité de 2 ans supplémentaires. Cette durée combinée aux conditions de performance retenues permet d'apprécier la performance du management. Par ailleurs, un *Long Term Incentive Plan* ("**LTIP**") est venu compléter les plans classiques en 2011 introduisant, pour les dirigeants du Groupe :
    - o une période d'acquisition beaucoup plus longue (6 ans),
    - o une période d'indisponibilité de 2 ans supplémentaires créant ainsi un *incentive* à 8 ans, et
    - o une condition de performance supplémentaire liée à un critère de performance boursière (atteinte d'un *Total Shareholder Return* supérieur à la moyenne des réassureurs européens) ;
  - enfin, SCOR conduit une politique de neutralisation de l'effet dilutif de ses instruments de rémunération à base d'actions :
    - o les actions gratuites font donc en principe l'objet d'attributions sur la base d'actions auto-détenues (et non d'actions nouvellement émises) ;
    - o les émissions d'actions résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions sont compensées par une politique d'acquisition et d'annulation d'un nombre d'actions correspondant sur le marché ;
    - o SCOR met donc en œuvre, chaque année, un programme de rachat d'actions en vue de couvrir les allocations d'actions gratuites et de *stock-options*.

Chaque année, sur délégation de l'Assemblée Générale, le Conseil détermine l'opportunité, le *quantum* et les conditions de l'attribution des actions gratuites et des *stock-options* au personnel clé de SCOR. Ce processus est supervisé par le Comité des Rémunérations et Nominations qui propose au Conseil, en amont, les modalités d'attribution et les conditions d'éligibilité et d'exercice des droits correspondants (notamment les conditions de performance éventuellement applicables ainsi que la liste des bénéficiaires pressentis) pour l'exercice concerné et est tenu informé, à l'issue du processus, de toutes les attributions individuelles d'actions et d'options. A cet égard, votre Conseil vous rend compte chaque année dans ses rapports spéciaux, des attributions d'options et d'actions gratuites réalisées au cours d'un exercice donné sur la base des autorisations ainsi accordées.

C'est dans ce contexte et pour tenir compte de l'évolution des effectifs mais aussi de celle de la politique d'attribution des différents outils, il est cette année proposé à votre Assemblée de maintenir globalement la taille de l'enveloppe totale (i.e. *stock-options* et actions de performance confondues) à 5 000 000 d'actions (enveloppe globale qui a été diminuée de 6 000 000 à 5 000 000 l'année dernière) et de déterminer la répartition de cette enveloppe globale par type d'outils.

Nous vous proposons donc d'approuver les 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> résolutions qui vous sont présentées et qui fixent le cadre des autorisations nécessaires à la mise en place des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions pour 2013-2014.

Par ailleurs, il est rappelé qu'en vertu des dispositions de l'article L.225-129-6 du Code de commerce, lors de toute décision d'augmentation de capital, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail. Nous vous soumettons, en conséquence, à la 24<sup>ème</sup> résolution, un projet de résolution visant à déléguer la compétence de votre Assemblée au Conseil en vue de décider l'émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise. A cet égard, nous attirons votre attention sur le fait que compte tenu des autres mécanismes d'intéressement des salariés en place dans le Groupe (options et actions de performance) cette autorisation, bien qu'accordée chaque année, ne s'intègre pas dans la politique de rémunération engagée par SCOR et que le Conseil n'a pas, jusqu'à ce jour, considéré sa mise en œuvre comme opportune.

Pour votre parfaite information et conformément à la loi, les autorisations prévues aux 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> résolutions (ainsi que la délégation visée à la 24<sup>ème</sup> résolution) font également l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux Comptes.

#### **10. Autorisation à l'effet de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires de la Société avec renonciation au droit préférentiel de souscription en faveur des membres du personnel salarié et des dirigeants mandataires sociaux (22<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, d'autoriser le Conseil, dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 à L.225-186-1 du Code de commerce, à consentir, au bénéfice des membres ou de certains des membres du personnel salarié de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L.225-180 du Code de commerce ainsi qu'aux dirigeants mandataires sociaux de la Société, des options donnant droit à la souscription d'Actions Ordinaires nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de son capital, ainsi que des options donnant droit à l'achat d'Actions Ordinaires provenant de rachats effectués par celle-ci, dans les conditions suivantes :

- les options de souscription et les options d'achat d'actions ne pourraient donner droit lors de leur exercice dans les conditions, le cas échéant de performance, fixées par le Conseil sur proposition du Comité des Rémunérations et des Nominations, à un nombre total d'Actions Ordinaires supérieur à un million (1 000 000) ;
- le Conseil déterminerait l'identité des bénéficiaires, le nombre d'options attribuées à chacun d'eux, les conditions (notamment de présence) applicables à l'exercice des options, la soumission ou non de l'exercice de tout ou partie des options ainsi attribuées aux conditions de performance fixées par lui sur proposition du Comité des Rémunérations et des Nominations, étant précisé à cet égard que les attributions d'options en faveur de chacun des dirigeants mandataires sociaux de la Société seraient intégralement soumises à conditions de performance et ne pourraient représenter plus de 10 % des options ainsi autorisées ;
- le prix de souscription à régler lors de l'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions serait fixé par le Conseil, dans les conditions prévues par la loi mais à l'exclusion de toute décote, au jour où les options seraient consenties. A titre indicatif compte tenu de la rédaction actuelle de l'article L.225-177 al. 4 du Code de commerce, à la date de votre Assemblée le prix de souscription serait fixé sur la base de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options seraient consenties.

Le montant nominal total des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation s'imputerait directement sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt-cinquième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée.

A cet égard il est rappelé que la Société a pour politique systématique de neutraliser, dans la mesure du possible, l'éventuel impact dilutif que pourrait avoir l'émission d'Actions Ordinaires nouvelles résultant de l'exercice des options de souscription d'actions, en couvrant les expositions résultant de l'émission d'options de souscription d'actions par l'achat d'Actions Ordinaires dans le cadre de son

programme de rachat d'actions à un prix proche du prix d'exercice et en annulant les actions ainsi auto-détenues lors de l'exercice des options. Dans ce cas, conformément aux règles applicables, la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale est imputée sur tout compte de primes ou de réserves disponible.

Cette autorisation serait consentie au Conseil pour une période de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 avril 2015, et priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution, pour sa partie non-utilisée, l'autorisation donnée par votre Assemblée lors de sa réunion du 3 mai 2012 dans sa dix-huitième résolution. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa dix-huitième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

Pour votre information, le Conseil précise que, conformément aux recommandations formulées par le Comité des Rémunérations et des Nominations dans sa séance du 26 février 2013, il a décidé que l'exercice des options qui seraient attribuées à compter de cette date serait soumis, le cas échéant et pour tout ou partie des options attribuées selon le cas, outre à la satisfaction de la condition v) ci-dessous qui sera introduite dans tous les plans à venir, à la satisfaction d'au moins trois des quatre autres conditions suivantes :

- Pour le top management (Senior Global Partners / Executive Global Partners et membres du Comité Executif "Comex"):
  - i) maintien de la notation A de Standard & Poor's sur 2013 et 2014,
  - ii) le ratio combiné de SCOR Global P&C devra être inférieur à 100% en moyenne sur 2013 et 2014,
  - iii) la marge technique SCOR Global Life devra être supérieure ou égale à 3% en moyenne sur 2013 et 2014,
  - iv) le return on equity ("**ROE**") devra dépasser de 1000 points de base le taux sans risque en moyenne sur 2013 et 2014.
  - v) le respect absolu des principes déontologiques du Groupe tels que décrits dans le code de conduite du Groupe (le "**Code de Conduite du Groupe**"). Ces principes, destinés à protéger les intérêts des clients, sont garants du développement durable de SCOR et donc de sa performance.

Toutefois, si la condition (iv) n'était pas réalisée et qu'en sus, au plus l'une des 3 conditions de performance (i), (ii) et (iii) n'était pas réputée satisfaite, les attributaires des options recevraient alors un pourcentage réduit de leur allocation initiale d'options suivant la grille définie ci-après :

Atteinte du ROE de SCOR au-dessus du taux sans risque (moyenne sur 2 exercices)	Proportion de l'attribution définitivement acquises
A partir de 1 000 bps	100%
Entre 800 et jusqu'à 999 bps	90%
Entre 600 et jusqu'à 799 bps	70%
Entre 400 et jusqu'à 599 bps	50%
Entre 301 et jusqu'à 399 bps	25%
Inférieur à 300 bps	0%

Par ailleurs, le non-respect de la condition (v) expose les attributaires à la perte totale de leur attribution d'options.

- Pour les autres Partners (Associate Partners et Global Partners):
  - 1) La notation « A » de Standard & Poor's doit être maintenue sur 2013 et 2014;

- 2) Le ratio combiné de SCOR Global P&C doit être inférieur à 100%, en moyenne sur 2013 et 2014;
- 3) La marge technique SCOR Global Life doit être supérieure ou égale à 3%, en moyenne sur 2013 et 2014;
- 4) Le return on equity « ROE » doit dépasser de 600 points de base le taux sans risque en moyenne sur 2013 et 2014;
- 5) le respect absolu des principes déontologiques du Groupe tels que décrits dans le Code de Conduite du Groupe SCOR. Ces principes, destinés à protéger les intérêts des clients, sont garants du développement durable de la SCOR et donc de sa performance.

Les conditions de performance seront réputées satisfaites si, outre la condition 5, au moins 3 des 4 autres conditions ci-dessus sont réalisées.

#### **11. Autorisation à l'effet d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société avec renonciation au droit préférentiel de souscription en faveur des membres du personnel salarié et des dirigeants mandataires sociaux (23<sup>ème</sup> résolution)**

Il est proposé à votre Assemblée, statuant à titre extraordinaire, d'autoriser le Conseil, conformément aux dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, à procéder à des attributions gratuites d'Actions Ordinaires, existantes ou à émettre, au profit des membres ou de certains des membres du personnel salarié de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce ainsi qu'au profit des mandataires sociaux visés à l'article L.225-197-1-II du Code de commerce, dans les conditions suivantes :

- le nombre total maximum d'Actions Ordinaires attribuées gratuitement dans les conditions, le cas échéant, de performance, à fixer par le Conseil sur proposition du Comité des Rémunérations et des Nominations, ne pourrait être supérieur à quatre millions (4 000 000) ;
- le Conseil déterminerait l'identité des bénéficiaires, le nombre d'Actions Ordinaires attribuées à chacun d'eux, les droits et conditions attachés aux droits conditionnels à recevoir des actions ordinaires (et ce, notamment, dans le respect, le cas échéant, des conditions de présence et de performance à fixer par lui sur recommandation du Comité des Rémunération et des Nominations), étant précisé à cet égard que les attributions d'Actions Ordinaires décidées en faveur des dirigeants mandataires sociaux de la Société seraient intégralement soumises à des conditions de performance et ne pourraient représenter plus de 10 % des Actions Ordinaires ainsi autorisées ;
- l'attribution des Actions Ordinaires aux bénéficiaires deviendrait définitive, pour tout ou partie des Actions Ordinaires attribuées : (i) soit, au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de deux (2) ans, étant précisé que les bénéficiaires devraient alors conserver lesdites actions pendant une période de conservation d'une durée minimum de deux (2) ans à compter de leur attribution définitive, (ii) soit, au terme d'une période d'acquisition d'une durée minimale de quatre (4) ans, et dans ce cas sans période de conservation minimale que votre Assemblée déciderait de supprimer. Toutefois, il vous est proposé d'autoriser le Conseil à imposer, s'il le juge opportun, une période de conservation d'une durée de deux (2) ans à compter de leur attribution définitive, pour toute ou partie des Actions Ordinaires définitivement attribuées à l'issue de la période d'acquisition d'une durée minimale de quatre (4) ans.
- Toutefois, en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L.341-4 du Code de la sécurité sociale, les Actions Ordinaires lui seraient définitivement attribuées avant le terme de la période d'acquisition restant à courir, et seraient immédiatement cessibles.

Afin de procéder aux attributions gratuites d'Actions Ordinaires dans les conditions prévues ci-dessus, il vous est proposé d'autoriser le Conseil à réaliser une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes, étant précisé que cette autorisation emporterait de plein droit renonciation des actionnaires à la portion des bénéfices, réserves et primes qui, le cas échéant, serait utilisée pour l'émission d'Actions Ordinaires nouvelles.

Le montant nominal total des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation s'imputerait directement sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt-cinquième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée.

A cet égard, si la résolution proposée autorise une certaine souplesse quant à l'origine des actions attribuées gratuitement (actions nouvelles ou existantes), il est toutefois rappelé que la Société a pour politique systématique de rechercher à limiter, dans la mesure du possible, l'impact dilutif des plans d'attribution d'actions gratuites en place en les honorant au moyen de l'attribution d'actions existantes prélevées sur les actions auto-détenues par la Société dans le cadre de son programme de rachat d'actions et non par création d'actions nouvelles. Par ailleurs si, pour quelque raison que ce soit, les actions attribuées gratuitement devaient être des actions nouvellement émises, comme pour les options de souscription d'actions, la Société tenterait d'assurer, dans la mesure du possible, la neutralisation de la dilution qui pourrait en résulter, en annulant un nombre équivalent d'actions auto-détenues. Dans cette hypothèse la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale serait imputée par le Conseil sur tout compte de primes ou de réserves disponible.

Cette autorisation serait consentie au Conseil pour une période de [vingt-quatre (24) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 avril 2015, et priverait d'effet à compter du jour de l'adoption de la présente résolution, pour sa partie non-utilisée, l'autorisation donnée par votre Assemblée lors de sa réunion du 3 mai 2012 dans sa dix-neuvième résolution. A toutes fins utiles il est rappelé que dans l'hypothèse où ce projet de résolution ne serait pas approuvé, l'autorisation accordée au Conseil par l'Assemblée du 3 mai 2012 dans sa dix-neuvième résolution pourra être mise en œuvre jusqu'à son terme initial.

A cet égard, pour votre information, le Conseil précise que, conformément aux recommandations formulées par le Comité des Rémunérations et des Nominations dans sa séance du 26 février 2013, il a décidé que l'acquisition définitive des actions attribuées à compter de cette date serait soumise, le cas échéant et pour tout ou partie des actions attribuées selon le cas, outre à la satisfaction de la condition v) ci-dessous qui sera introduite dans tous les plans à venir, à la satisfaction d'au moins trois des quatre autres conditions suivantes :

- Pour le top management (Senior Global Partners / Executive Global Partners et membres du Comité Exécutif "Comex"):
- vi) maintien de la notation A de Standard & Poor's sur 2013 et 2014,
- vii) le ratio combiné de SCOR Global P&C devra être inférieur à 100% en moyenne sur 2013 et 2014,
- viii) la marge technique SCOR Global Life devra être supérieure ou égale à 3% en moyenne sur 2013 et 2014,
- ix) le return on equity ("**ROE**") devra dépasser de 1000 points de base le taux sans risque en moyenne sur 2013 et 2014.
- x) le respect absolu des principes déontologiques du Groupe tels que décrits dans le code de conduite du Groupe (le "**Code de Conduite du Groupe**"). Ces principes, destinés à protéger les intérêts des clients, sont garants du développement durable de SCOR et donc de sa performance.

Toutefois, si la condition (iv) n'était pas réalisée et qu'en sus, au plus l'une des 3 conditions de performance (i), (ii) et (iii) n'était pas réputée satisfaite, les attributaires des actions recevraient alors un pourcentage réduit de leur allocation initiale d'options suivant la grille définie ci-après :

Atteinte du ROE de SCOR au-dessus du taux sans risque (moyenne sur 2 exercices)	Proportion de l'attribution définitivement acquises
A partir de 1 000 bps	100%
Entre 800 et jusqu'à 999 bps	90%
Entre 600 et jusqu'à 799 bps	70%



Entre 400 et jusqu'à 599 bps	50%
Entre 301 et jusqu'à 399 bps	25%
Inférieur à 300 bps	0%

Par ailleurs, le non-respect de la condition (v) expose les attributaires à la perte totale de leur attribution d'options.

- Pour les autres Partners (Associate Partners et Global Partners):

- 1) La notation « A » de Standard & Poor's doit être maintenue sur 2013 et 2014;
- 2) Le ratio combiné de SCOR Global P&C doit être inférieur à 100%, en moyenne sur 2013 et 2014;
- 3) La marge technique SCOR Global Life doit être supérieure ou égale à 3%, en moyenne sur 2013 et 2014;
- 4) Le return on equity « ROE » doit dépasser de 600 points de base le taux sans risque en moyenne sur 2013 et 2014;
- 5) le respect absolu des principes déontologiques du Groupe tels que décrits dans le Code de Conduite du Groupe SCOR. Ces principes, destinés à protéger les intérêts des clients, sont garants du développement durable de la SCOR et donc de sa performance.

Les conditions de performance seront réputées satisfaites si, outre la condition 5, au moins 3 des 4 autres conditions ci-dessus sont réalisées.

Il est précisé en outre que, comme en 2011 et en 2012, afin d'intégrer encore davantage la prise en compte des risques sur le long terme, le Conseil d'Administration envisage d'utiliser une part de cette autorisation pour mettre en œuvre un LTIP aux termes duquel la durée d'acquisition des droits à actions gratuites serait allongée et des sur-conditions de performance seraient ajoutées aux conditions de performance normalement applicables. Ce dispositif contribuerait à aligner les intérêts des membres de l'équipe de direction bénéficiaires avec les intérêts des actionnaires.

## **12. Délégation de compétence à l'effet de procéder à l'augmentation du capital social par l'émission d'actions réservée aux adhérents de plans d'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers (24<sup>ème</sup> résolution)**

Il vous est proposé, conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-129-2, L.225-129-6, L.225-138 et L.225-138-1 du Code du commerce, et à celles des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail, de déléguer la compétence de votre Assemblée au Conseil à l'effet de décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'Actions Ordinaires à libérer en numéraire et dont la souscription sera réservée aux salariés de la Société et des sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce, qui sont adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et/ou de tous fonds communs de placement par l'intermédiaire desquels les Actions Ordinaires nouvelles ainsi émises seraient souscrites par eux, aux conditions suivantes :

- la ou les augmentations de capital susceptibles d'être décidées par le Conseil et réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation de compétence ne pourraient donner droit à un nombre total d'Actions Ordinaires supérieur à trois millions (3 000 000) ;
- le prix d'émission des actions nouvelles ne pourrait être ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision du Conseil fixant la date d'ouverture des souscriptions, ni inférieur à cette moyenne diminuée de la décote maximale prévue par la loi au jour de la décision du Conseil ;
- le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles émises en vertu de la présente délégation de compétence serait supprimé en faveur des salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise.

Le montant nominal total des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation s'imputerait directement sur le plafond global d'augmentation de capital fixé dans la vingt-cinquième résolution soumise à l'approbation de votre Assemblée.

Cette délégation de compétence serait consentie au Conseil pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la date de réunion de la présente Assemblée, soit jusqu'au 25 octobre 2014 et priverait d'effet, à compter de l'adoption de la présente résolution, la délégation donnée par votre Assemblée lors de sa réunion du 3 mai 2012 dans sa vingtième résolution.

### PLAFOND GLOBAL DES AUTORISATIONS

#### **13. Plafond global des augmentations de capital (25<sup>ème</sup> résolution)**

Le plafond global des augmentations de capital qui pourraient résulter de l'ensemble des émissions autorisées par votre Assemblée serait fixé à huit cent soixante-trois millions quinze mille sept cent soixante-dix-huit euros et soixante-quatorze centimes (863 015 778,74 €).

Ce plafond correspond à l'agrégation des plafonds spécifiques prévus pour :

1. les augmentations de capital réalisées par incorporation de réserves, bénéfices ou primes (**treizième résolution**) ;
2. les augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (**quatorzième résolution**), sur le plafond desquelles viennent s'imputer les montants des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription en cas d'offre au public (**quinzième résolution**), sur le plafond desquelles viennent, à leur tour, s'imputer les montants des autres augmentations de capital avec suppression du ou sans droit préférentiel de souscription, à savoir :
  - en cas d'offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier (**seizième résolution**) ;
  - à titre de rémunération de titres apportés à la Société dans le cadre de toute offre publique d'échange initiée par la Société (**dix-septième résolution**) ;
  - sans droit préférentiel de souscription effectuées à titre de rémunération d'apports en nature à la Société (**dix-huitième résolution**) ; et
  - sans droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes assurant la prise ferme des titres de capital de la Société (**vingtième résolution**) ;

et pour

3. les augmentations de capital résultant d'émissions de titres intervenant dans le cadre des plans d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions et d'épargne entreprise (**vingt-deuxième, vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions**).

Les augmentations de capital pour lesquelles le Conseil déciderait d'utiliser l'autorisation qui lui aurait été accordée par votre Assemblée d'augmenter, en cours d'offre, le nombre d'actions offertes, dans la limite de 15% de l'offre initiale (**dix-neuvième résolution**), seraient réalisées, à titre principal, sur le fondement de l'une des autres délégations qui seraient accordées au Conseil par votre Assemblée. En conséquence, ces augmentations de capital s'imputeraient sur le plafond fixé par la délégation sur le fondement de laquelle elle serait réalisée et, en définitive, sur le plafond fixé pour les augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (**quatorzième résolution**) et sur le plafond global fixé par la présente résolution.

## MODIFICATION DES STATUTS

### **14. Prorogation de la durée de la Société (25<sup>ème</sup> résolution)**

La Société a été constituée le 16 août 1855 sous forme d'une société en commandite avec la dénomination de Compagnie Impériale des Voitures de Paris. Elle a été transformée en 1866 en société anonyme avec la dénomination de Compagnie Générale des Voitures à Paris. En 1977, elle a pris la dénomination de C.G.V. puis de SCOR SA le 16 octobre 1989. En 1990, SCOR SA a absorbé la Société Commerciale de Réassurance créée en 1970. Le 13 mai 1996 SCOR SA a pris la dénomination de SCOR. Le 25 juin 2007, la Société a adopté la forme d'une société européenne et est devenue SCOR SE.

La dernière Assemblée Générale ayant modifié la durée de la Société s'est tenue le 8 mai 1925 (Compagnie Générale des Voitures à Paris). Elle a décidé de proroger la durée de vie de la Société jusqu'au 30 juin 2024. En conséquence, l'article 5 des statuts actuels de la Société, stipule que « *Sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, la durée de la société expirera le 30 juin 2024* ».

Le délai relativement court restant à courir a constitué un des points de discussion avec les banques lors des négociations sur l'émission de dette perpétuelle. Il semble donc souhaitable de profiter de la prochaine Assemblée générale pour étendre la durée de vie de SCOR.

La prorogation de la Société, d'une durée maximale de 99 ans, doit être décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, ainsi que les statuts<sup>6</sup> le prévoient, à la majorité prévue pour la modification de ceux-ci.

En conséquence de quoi, nous vous proposons de proroger de 99 ans la durée de la Société et, corrélativement, de modifier l'article 5 des statuts de la Société, lequel serait dorénavant rédigé de la façon suivante :

Article 5 :

*" La durée de la Société a été prorogée de 99 ans par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 avril 2013 et expirera le 25 avril 2112 sauf dissolution anticipée ou nouvelle prorogation."*

### **15. Limitation de la durée maximale des mandats des administrateurs (26<sup>ème</sup> résolution)**

Les statuts actuels<sup>7</sup> de SCOR fixent, conformément à la loi française<sup>8</sup>, la durée maximale des mandats des administrateurs à six ans au plus.

Le Code de gouvernement d'entreprise de l'AFEP-MEDEF formule de nombreuses recommandations sur le Conseil d'administration et les administrateurs. Une de ces recommandations précise que : « (...) *la durée du mandat des administrateurs, fixée par les statuts, ne doit pas excéder quatre ans (...)* ».

Afin de se conformer complètement, en la matière, aux règles de bonne gouvernance, nous vous proposons de modifier les statuts de la Société afin de réduire à 4 années la durée maximale des mandats des administrateurs.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, seule habilitée à réduire la durée des fonctions des membres du conseil d'administration, devra également préciser que cette décision n'affectera pas les mandats en cours, mais s'appliquera aux renouvellements et aux nouvelles nominations intervenues à compter du 25 avril 2013, ainsi que le précise la recommandation du Code AFEP-MEDEF susvisée.

---

<sup>6</sup> Article 5 : « *Sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, la durée de la société expirera le 30 juin 2024* »

<sup>7</sup> Article 10-I des statuts de la Société

<sup>8</sup> Article L.225-18 alinéa 1 du Code de commerce : « [...] *La durée de leurs fonctions est déterminée par les statuts sans pouvoir excéder six ans en cas de nomination pas les assemblées générales et trois ans en cas de nomination dans les statuts [...]* »

Corrélativement, l'article 10-I des statuts de la Société serait modifié comme suit :

Article 10-I al.2 :

*"La durée des fonctions des administrateurs nommés ou renouvelés à compter du 25 avril 2013 inclus est de quatre ans au plus. La durée des fonctions des administrateurs nommés ou renouvelés avant le 25 avril 2013 est celle fixée dans leur décision de nomination ou de renouvellement respective. "*

\* \* \*  
\*

**SCOR SE**  
Société Européenne  
EUR 1 516 681 107,50  
RCS Paris B 562 033 357

**Siège social**  
5, Avenue Kléber  
75016 Paris  
France

**Adresse postale**  
5, Avenue Kléber  
75 795 Paris Cedex 16

[www.scor.com](http://www.scor.com)